



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 20 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMUNE D'OSNE LE VAL

1 Place Du Renouveau
52300 Osne-le-Val

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2024 sur la décharge communale D'OSNE LE VAL implanté Parcelle : YD 27 52300 Osne-le-Val. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à une plainte d'un riverain nous interpellant sur une problématique de stockage de déchets dont des pneus, de tôles amiantées. Cette information nous a été relayée par la sous préfecture de St Dizier. Une visite initiale avait été réalisée en 2023. La visite de 2024 indique que le site a évolué, les déchets ont a minima été poussés en contrebas de la verse. D'autres ont été redéposés. Ces travaux indiquent un usage continu du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNE D'OSNE LE VAL
- Parcelle : YD 27 52300 Osne-le-Val
- Code AIOT : 0100021320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée consiste en une installation de stockage de déchets illégale, installation gérée de façon communale.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- ISDND
- Autre

2) Constats

La visite de 2024 indique que le site a évolué depuis le passage initial de 2023.

Les déchets présents en 2023 comme les tôles fibro amiantés et les pneus sont toujours présents sur site et dépourvus de dispositifs emprisonnant les particules fines (amiante).

L'apport de déchets notamment de démolition issu de travaux de bâtiment continu.

Il convient donc d'encadrer cette activité illégale

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature des installations classées (rubrique 2760 2b)	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-46-1 et R511-9 (annexes)	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, déchets	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un grand nombre de déchets stockés, certains sur le site et d'autre dévalant la pente du terrain naturel. Ce site consiste en une installation de stockage de déchets non autorisée. L'exploitant doit régulariser sa situation administrative ou cesser son activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature des installations classées (rubrique 2760 2b)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R511-9 (annexes) - Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-46-1
Thème(s) : Situation administrative, Défaut d'autorisation d'exploiter
Prescription contrôlée : 2760 - Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4 (A-2) 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540 (E) b) Autres installations que celles mentionnées au a (A-1) 3. Installation de stockage de déchets inertes (E) 4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique (A-2) Pour la rubrique 2760-4 : Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t
Constats : Le 9 avril 2024, l'inspection s'est déplacée pour la seconde fois sur le site de l'ancienne décharge de la commune, suite à plusieurs signalements. Le site est clos, mais laisse entrevoir une activité de stockage de déchets potentiellement dangereux, notamment des plaques de fibro amiantées stockées sans dispositif préalable d'emballage. De grandes quantités de pneus sont également stockés sur le site. Une odeur de créozote est perceptible, probablement lié au stockage d'ancienne traverse de chemin de fer. Nous notons également la présence de broyage de végétaux. Comparé aux photos de 2023 (en annexe 1 du présent rapport), les stockages présents en bord de versé, ont été nivelés et poussés en contrebas, indiquant une pratique régulière du stockage de déchets sur le site (photos du site lors de la visite du 09 avril 2024 en annexe 2). Des déchets issus de chantiers de démolition comme, notamment, des bois de charpente, tuiles mécaniques et amiantée sont présents sur le site (visibles depuis la pente située derrière l'entrée). De la porte d'entrée, nous notons une légère différence de planéité, lié probablement aux fortes pluies de ces derniers mois. Cette différence indique très certainement un problème d'instabilité lié au manque de tassement lorsque les déchets sont poussés en contrebas. Depuis le village, l'ampleur des déchets stockés qui dévalent la pente peut être constatée. Enfin, en empruntant le chemin au fond de la vallée, il a pu être constaté que les déchets déversés sur le haut du site atteignaient réellement ce fond de vallée, où peut s'écouler une rivière en cas de forte pluie. Outre les aspects mentionnés ci-dessous, il y a également un impact paysager notable, compte tenu de l'ouverture de vue, directement de la commune vers le vallon Des déchets sont également présents hors de l'emprise du site. Sollicité par l'inspection des installations classées, un riverain indique que ce site est exploité par la commune d'Osne-le-Val, propriétaire du terrain, notamment du Maire de la commune et son 1er adjoint. La DDFIP52 a confirmé que le propriétaire de cette parcelle était la commune d'Osne-le-Val.

Par conséquent, cette situation caractérise l'exploitation d'une installation de stockage de déchets.

L'exploitant n'ayant pas déposé de dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) et ne possédant pas d'arrêté d'autorisation, cette installation est illégale.

L'inspection a été destinataire de plusieurs échanges relative aux différents stockages, ainsi que leurs provenances, et l'entreprise qui a transporté ces déchets sur le site. Elle a également été destinataire de l'information communale laissant la possibilité aux habitants de pouvoir stocker pneus et tôles amiantées sur le site (photos en annexe 3 du présent rapport).

Le document date du 6 février 2023.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative, soit en déposant un dossier d'autorisation soit effectuant une cessation d'activité sous 9 mois.

Dans l'attente qu'il soit statué sur sa situation, l'exploitant cesse immédiatement tout apport de déchet sur son installation.

Et à titre de mesure conservatoire, il assurera la stabilité de la verse afin d'éviter son possible effondrement en contrebas.

Il mettra en place 2 piézomètres situés en amont et en aval de la zone impactée, afin de juger de l'impact des déchets sur la qualité de l'eau sous 3 mois.

Il effectuera 6 sondages sur la zone de stockages afin de caractériser la nature des déchets stockés, sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 9 mois

Annexe 1

Planche photographique visite du 5 mai 2023



Annexe 2

Photos du site lors de la visite du 09 avril 2024



Annexe 3

Appel de la municipalité à évacuer les pneus et tôles fibro- amiantées



AVIS

Mesdames, Messieurs,

La commune souhaite renouveler l'opération groupée pour l'achat de granulées de bois, veuillez nous communiquer vos besoins en quantité **au plus tard jeudi 16 février 2023**.

Je vous invite à vous inscrire auprès du secrétariat de mairie aux heures de permanence soit lundi de 15h à 17h et jeudi de 17h à 19h ou auprès de Monsieur le Maire au 06.89.82.71.63.

Les tarifs étant fluctuants, le maire a négocié le prix de la palette de 70 sacs 100% résineux à 595€ avec livraison gratuite.

La commune organise une opération « pneus usagés » ainsi que « plaques Fibro amiantées » qui n'est pas habituellement accepté par la déchetterie.

Si vous en avez à la maison, inscrivez-vous en mairie **au plus tard le 23 février 2023**.

Suite aux inscriptions, une date ultérieure vous sera communiquée pour les évacuations de ces encombrants.

Pour info, nous ne prenons rien d'autre

Osne le val, le 6 février 2023

Le maire, RICHARD Yannick

